

# **Pour la révolution socialiste au Mexique**

## **En défense de la Commune de Oaxaca**

### **Pour la création d'assemblées populaires et la constitution de Communes dans tout le Mexique**

#### **Pour un gouvernement ouvrier et paysan**

Une agitation sociale et politique profonde agite plusieurs pays d'Amérique latine. Après les grands mouvements de masses au Venezuela, les soulèvements populaires en Argentine et Équateur, le début d'une nouvelle phase de luttes de classes en Bolivie, la grève générale d'un mois au Panama, les mobilisations des mineurs et des étudiants au Chili, c'est maintenant le Mexique qui est entré en action, avec la force que lui accorde son important poids économique et démographique dans l'ensemble de l'Amérique latine. Tout cela est nuancé par le fait que le développement de la lutte de classes dans cette région n'est pas un processus linéaire, mais inclut des périodes de combats offensifs des masses avec des périodes de reculs et y compris des défaites.

#### **Les grèves ouvrières avec occupation. La victoire de Sicartsa**

C'est une explosion le 19 février 2006, dans la mine de Pasta de Conchos - 65 mineurs morts – mettant en évidence la quasi absence de maintien et d'investissement de la sécurité au travail dans l'ensemble des mines du pays- qui a été le détonateur d'une vague de longues grèves dans l'industrie minière et dans la grande métallurgie. Les grèves se sont déclenchées en réaction à la tentative du Secrétariat de Travail de Fox d'écarter administrativement et de poursuivre judiciairement le Secrétaire Général du Syndicat des Mineurs et des Métallurgistes, Napoleón Gómez Urrutia. Contre l'intervention du gouvernement dans la vie syndicale et bien que convoquées de manière dislocatrice par la direction syndicale elle-même, 137 grèves « illégales » ont explosé durant la dernière année. Parmi celles-ci, la plupart l'ont été avec occupation ouvrière permanente des installations. Certaines ont été tellement dures et longues qu'elles se sont prolongées plus de quatre mois – comme dans la mine de la Charité, en Nacozari - et d'autres victorieuses comme celle qui a paralysé Sicartsa (la deuxième usine sidérurgique d'Amérique latine) pendant 142 jours jusqu'au 23 août, où ont été finalement satisfaites les revendications fondamentales et le paiement de 100% des salaires perdus. Il en a coûté la mort de 2 grévistes le 20 avril, pendant une tentative manquée de la police d'Etat pour récupérer par le sang et par le feu les installations occupées.

#### **La grève des enseignants et l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca (APPO)**

Parallèlement aux grèves minières et métallurgiques, a commencé à Oaxaca le 22 mai une grève illimitée des 70.000 enseignants de cet État. La convocation fut le fait - après un vaste processus de congrès et d'assemblée extraordinaire – de la Section 22 du syndicat d'enseignement SNTE-CNTE, qui a rompu dans les années 1980 avec le syndicalisme priïste (c'est-à-dire contrôlé par le Parti révolutionnaire institutionnel, PRI, parti bourgeois mexicain). La revendication centrale, la « rezonification » du corps enseignant d'Oaxaca, implique une augmentation salariale sensible qui est en lien avec la cherté de la vie dans cet État mexicain. Il y a aussi des revendications qui affectent les pères de famille, comme par exemple celle de livres gratuits pour les élèves et l'augmentation de 100% des frais de bourses et la gratuité de la restauration scolaire. Mais ce ne fut pas seulement une convocation à la grève. Les assemblées approuvèrent de se déplacer massivement dans la capitale de l'État, Oaxaca de Juárez, pour établir un rassemblement permanent (plantón) dans le centre historique de la ville, dans et autour du Zócalo, la place principale. Des milliers d'enseignants établirent le rassemblement en occupant 59 rues sous des bâches et le syndicat organisa les émissions de « Radio Plantón », premier porte-parole de la grève.

Au fil des jours de rassemblement et de refus des autorités de l'Etat de négocier, les enseignants soudent une solidarité sociale très forte, qui est croissante dans chaque manifestation qu'ils convoquent (« megamarché ») pour l'amélioration de l'enseignement public. Le 2 juin, 80.000 personnes manifestent, le 7 juin, 200.000. **Le 10 juin, l'assemblée de la section 22 du SNTE de l'Etat de Oaxaca approuve un appel au boycott des élections présidentielles du 2 juillet.**

Le 14 juin, à 4 heures 30 du matin, Ulises Ruiz, gouverneur priiste de l'Etat, donne l'ordre d'expulsion par la force, « comme il se doit », du rassemblement du centre de la ville. Il envoie quelques 1500 policiers anti-émeutes armés de crosses, d'armes à feu, de chiens et de gaz lacrymogène et de poivre. La police prend d'assaut les installations de la Section 22 et de Radio Plantón. Un hélicoptère jette des bombes de gaz sur la foule. Il y a des dizaines de blessés, certains très gravement. On rend compte de morts sans confirmer. Mais la bataille est d'une telle force que la police doit se retirer quatre heures après et les enseignants reprennent le Zócalo. Les manifestants capturent quatre officiers, dont le sous-directeur opérationnel de la Police d'Etat.

C'est la première des grandes batailles de Oaxaca, et rien sera comme avant depuis ce mercredi noir. À partir de ce jour, toute la ville s'est soulevée et la **revendication principale du mouvement sera la destitution d'Ulises Ruiz Ortiz (URO)** et de son gouvernement. La grève générale spontanée explose dans la capitale de l'État et paralyse complètement d'autres villes, comme Pinotepa National. Ce jour-là et le suivant au moins 20 mairies sont assaillies et occupées par les manifestants constitués en assemblée permanente.

La direction syndicale cède devant un mouvement qui échappe à son contrôle et du cadre de respect de base de l'Etat bourgeois. Le 15 juin, Enrique Rueda Pacheco, dirigeant de la section 22 du SNTE-CNTE, annonce une trêve du sit-in dans le centre historique et le retrait du Zócalo de cette ville. En conférence de presse il explique que cette trêve a été décidée avec le Secrétariat de Gouvernement (« Segob », le Ministère de l'Intérieur), après la médiation de personnalités de l'État. Premier mouvement ouvertement traître pour désactiver la mobilisation. Inutilement. Il n'y a ni levée du rassemblement ni trêve.

« La troisième mégamarché », le 16 juin a été interminable. 15 kms de manifestants. Enseignants, travailleurs de tous les syndicats, pères, élèves, universitaires... Plus de 300.000 personnes. La plus grande manifestation, jusqu'à ce jour, de l'histoire de l'État d'Oaxaca.

Et dans la chaleur de cette vague de solidarité et de rage contre les méthodes brutales de répression, le 17 juin « l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca » (APPO) se forme, à l'initiative des assemblées d'enseignants. Il s'agit initialement d'une convocation de front unique d'organisations populaires et politiques destinée à combattre pour la destitution d'Ulises Ruiz (URO).

## Développement de l'APPO et crise du régime bourgeois

Le compte-rendu de la première réunion de l'APPO rapporte la participation de représentants de 79 organisations sociales, de 5 syndicats, de 10 représentants d'écoles à divers niveaux et de pères de famille. Au sein de l'assemblée, il se décide que l'APPO est structurée organisationnellement à titre exécutif et non seulement délibératif. À partir de là le nombre de secteurs et de délégués qui s'incorporent à l'organisme augmente, dépasse dans certaines séances plénières les cinq cents. Dans la session suivante, le 20 juin, **l'APPO prend déjà les décisions politiques et organisationnelles qui correspondent à la direction du mouvement dans son ensemble.** L'Exécutif de la section 22 du SNTE-CNTE a perdu le monopole et combattra dorénavant maintes et maintes fois, comme nous verrons, pour séparer la base des enseignants de l'APPO et faire avorter le développement d'une rébellion qui prend un caractère révolutionnaire, avec des actions massives de blocus d'accès à la ville, les assauts des locaux de la police, la prise des moyens de communication, l'occupation et la fermeture de sièges officiels.

Pendant ce temps, le gouvernement d'Etat d'Ulises Ruiz agit par plusieurs menaces de lock-outs, des manifestations réactionnaires et l'envoi nocturne d'hommes armés pour s'attaquer à des groupes dispersés ou pour essayer de récupérer les radios occupées. Il y a plus d'une dizaine de morts, mais sans réussir à récupérer le contrôle de la ville. Au contraire, cela échauffe encore plus les masses. D'autre part, durant cette période Fox ne s'occupe pas non plus des demandes du Gouverneur pour une intervention fédérale : ce n'est pas le moment approprié, dans une campagne électorale nationale qui se terminera le 2 juillet. Dans ces élections qui seront dénoncées comme frauduleuses, sera déclaré vainqueur le Président Felipe Calderón, le candidat du PAN (le parti de Fox), par une marge officielle de 0,56% contre le candidat bourgeois « de gauche » López Obrador, de la coalition « Pour le bien de tous », conduite par le PRD.

Sans doute, Fox et Calderón espéraient pouvoir intervenir « fermement » à Oaxaca après les élections. Mais la fraude en faveur du candidat de la droite cléricale a été l'étincelle qui a fait naître une fracture temporaire au sein de la bourgeoisie et a enragé les masses, qui avaient déjà montré partiellement leur méfiance envers les candidats et leur détachement d'avec le système politique corrompu par une abstention de 41,5% (de 20 points supérieurs aux résultats des élections de 1994 et 8 points au-dessus de ceux de l'année 2000).

La pression de milliers de manifestants, décidés à ne pas accepter la fraude imposant Calderón comme Président, a obligé López Obrador à ouvrir une crise plus grande dans l'Etat bourgeois mexicain quand (après avoir assuré dans la campagne qu'il ne contesterait pas les résultats) il a été poussé à se déclarer « Président légitime du Mexique » et à se faire proclamer comme tel par « une Convention Nationale Démocratique » (en réalité un rassemblement massif de tous ceux qui voulaient s'y rendre) le 16 septembre, jour des festivités nationales, dans le Zócalo de Mexico, D.F (district fédéral, c'est-à-dire la capitale mexicaine).

Et la crise au sein de la bourgeoisie s'est montrée d'autant plus dangereuse pour le système quand aux convocations de López Obrador au Zócalo de la capitale se sont rendues des centaines de milliers de personnes, en bonne partie de la classe ouvrière, qui cherchaient à faire face au vieil Etat mexicain, à la misère galopante et à la subordination à l'impérialisme américain. Toutefois, López Obrador a obtenu de ces grandes concentrations qu'elles jouent objectivement un rôle pour détourner l'attention des masses du processus d'Oaxaca, en conduisant les manifestants à soutenir les consignes du PRD pour une « Nouvelle République » et un processus constitutionnel « pour que les institutions soient réellement au peuple et pour le peuple », après quoi les manifestants ont été invités à rentrer à la maison sans que rien ne change à leur situation réelle.

C'est dans ce Mexique bouillant, en crise sociale et politique, avec la bourgeoisie perturbée et momentanément divisée, l'Etat semi paralysé, le prolétariat se recomposant après des années de coups et de défaites, que le peuple d'Oaxaca a pu se soulever et résister, avec son Assemblée Populaire le dirigeant.

## **L'APPO comme organisme de pouvoir**

L'organisation des masses autour de l'APPO, a largement démontré dans les faits la supériorité des organismes de front unique qui constituent des organes de double de pouvoir, face aux organisations les plus élémentaires de la classe ouvrière, comme les syndicats, quand il s'agit de mener une lutte qui remet en question tout le système de pouvoir bourgeois. Cette supériorité est celle qui a permis, en outre, que l'APPO ait été un temps l'instrument des masses pour résister dans une grande mesure aux manoeuvres traîtres des agents de la bourgeoisie dans le mouvement, spécialement contre les efforts de la fraction de la direction enseignante de Enrique Rueda Pacheco et compagnie pour mettre un terme à la radicalisation de sa base et à la grève elle-même.

Les manoeuvres de cette direction syndicale (auto-proclamée « démocratique ») pour liquider le mouvement insurrectionnel, ont été permanentes, publiques et cyniques. Au moins à quatre occasions, depuis début juillet, la bureaucratie syndicale a essayé de casser l'APPO et d'imposer le retour au travail. Dans un premier temps, elle est parvenue à faire voter par épuisement, après 11 heures d'assemblée, le retour des classes à partir du 10 juillet. Mais l'APPO (dont le pilier principal sont les enseignants eux-mêmes) a obtenu que le rassemblement permanent soit maintenu par les travailleurs sans tâche enseignante et par le reste de composants de l'APPO, ce qui a garanti la continuité du mouvement jusqu'au 22 juillet, date de la fin officielle des classes.

Après ce premier échec, Enrique Rueda a imposé, contre les décisions des assemblées et à au moins trois occasions, des « consultations de la base » par le système de référendum, pour forcer la rupture des enseignants avec l'APPO, mettre date à la fin de la grève et accepter les conditions de reddition du Secrétariat du Gouvernement. La réponse massive était visible dans la rue et les manoeuvres (qui ont inclus la falsification des résultats) ont échoué. L'APPO est devenue la chair et le sang des milliers d'enseignants campant dans la capitale, de toute la classe ouvrière, de tout le peuple dépossédé de l'Etat d'Oaxaca. En échange, Enrique Rueda et ses amis de direction ont dû abandonner la ville depuis le 25 octobre, poursuivis par des dizaines de milliers travailleurs et travailleurs de Oaxaca au cri de « Traître! Combien t'ont-ils acheté ? Avec Rueda ou sans Rueda, Ulises dehors ! »

L'APPO n'est pas née « révolutionnaire » avec une vocation consciente à se transformer en une organisation candidate à se substituer au pouvoir bourgeois. Ce fut la profondeur de la lutte qui l'a de fait poussé à cela. Les accords initiaux pris par l'APPO ont été des plus réformistes dans leurs objectifs politiques. La destitution « légale » d'Ulises Ruiz et de son gouvernement (ce qui a permis à la direction du syndicat d'enseignants de défendre maintes et maintes fois les « négociations » avec le Secrétariat du Gouvernement, avec des représentants du Sénat, etc..). Même par rapport aux élections présidentielles du 2 juillet, l'APPO est restée à droite de l'assemblée d'Etat du corps enseignant (qui s'est prononcé pour le boycottage), et a demandé « un vote de punition, ni pour le PRI ni pour le PAN ». Ce qui dans la pratique signifiait le vote au parti bourgeois « de gauche » : le PRD de López Obrador et aussi de Lázaro Cárdenas Batel, gouverneur de Michoacán, responsable du meurtre par la police et à sa demande, de deux grévistes de Sicartsa.

Dans un processus complexe qui a donné lieu des accords et des prises de décisions très contradictoires, la puissance et le haut niveau de combat et d'organisation du mouvement qui dirige l'Assemblée Populaire l'oblige à organiser son développement propre comme organisme de pouvoir des masses en lutte et à élever ses fonctions à celles d'un gouvernement :

*Nous appelons tout le peuple d'Oaxaca à renforcer cette Assemblée Populaire d'Oaxaca, en constituant des assemblées régionales, de district, municipales et par commune ou village, ainsi qu'à nommer les délégués qu'ils considèrent aptes pour assister à la prochaine réunion qui se tiendra le 5 juillet, au terme de l'installation du Gouvernement Populaire de l'Etat d'Oaxaca (...)*

**Au peuple du Mexique** : nous leur disons que dans cette partie du territoire mexicain se développe une lutte nationale des travailleurs, et qu'il est nécessaire de le renforcer avec des mobilisations dans ses Etats respectifs, ainsi que la présence de délégués à notre prochaine session de l'APPO, ainsi que la solidarité la plus diverse que chaque organisation, syndicat, etc., peuvent définir. **Aux peuples et aux travailleurs du monde** : nous les appelons à développer dans toute la planète, une grande solidarité avec la lutte du peuple d'Oaxaca. (Accords de l'APPO, session du 1 juillet)

La lutte par la destitution du gouverneur Ulises Ruiz, pour laquelle quelques jours avant ils comptaient collecter « un million de signatures », s'écroulait dans les faits. **Ainsi, l'APPO approuve « la prise indéfinie des trois pouvoirs »** :

*Prendre pour une durée indéfinie la Chambre de Députés. Prendre pour une durée indéfinie le Tribunal Supérieur de Justice de l'État et la PGJE. Prendre pour une durée indéfinie la Maison Officielle. Prendre pour une durée indéfinie les Finances de l'État. Prendre pour une durée indéfinie les directions municipales de district, les délégations de transit, cours, collectes de revenus, et ministère publics. (Acte de la session de l'APPO du 25 juillet)*

**Depuis les premiers août jusqu'aux premiers jours de novembre, avant l'occupation policière, tous ces sièges officiels ont été entre les mains de l'APPO, outre neuf moyens de communication, dont la télévision publique de l'Etat, Canal 9, occupée par des milliers de femmes. Radio APPO a émis de façon ininterrompue pendant des mois depuis plusieurs stations émettrices commerciales prises et ensuite depuis la radio de l'Université. Elle a été un instrument central pour la coordination des barricades dans la ville d'Oaxaca et aussi entre celle-ci et le reste de l'Etat. Une page web officiel de l'Assemblée Populaire a publié sur Internet les accords de ses séances plénières et de sa direction provisoire. La presse a parlé de plus de trois cent organisations populaires et politiques avec des délégués dans l'APPO et d'au moins 29 communes où la population s'est constituée en assemblée populaire et a envoyé ses délégués à l'Assemblée de l'État. On a créé une police municipale propre (« el cuerpo de topiles »), comités d'auto-défense avec des détachements permanents dans les moyens de communication et les principaux bâtiments occupés, « brigades mobiles » qui ont utilisé des véhicules officiels expropriés. 56 autobus d'une des entreprises de transport urbain ont été pendant ces mois sous le contrôle de l'Assemblée Populaire...**

**Y compris un système de justice populaire a fonctionné :**

*Devant les manquements des autorités, la population a choisi de rendre la justice elle-même. Un délinquant qui est capturé par la « police populaire » de l'APPO est emmené au Zócalo (place centrale) pour être jugé devant des dizaines de personnes. Après avoir été condamné, il reste attaché pendant quelques heures ou est obligé de balayer les rues du centre et plus tard est remis en liberté.*

*Généralement les délinquants ont été capturés par les voisins, qui appellent immédiatement la station de radio contrôlée par l'APPO pour que l' « honorable Corps des Topiles » (policiers du peuple) leur viennent en aide (Agence EFE, 22 octobre 2006).*

Jusqu'à l'occupation par les forces de la PFP envoyées par Fox, l'administration « légale » de l'État d'Oaxaca a disparue. Ulises Ruiz dictait des ordres (plus que ne dirigeait) retranché discrètement dans ses étages », avec des téléphones mobiles. Il ne pouvait pas apparaître publiquement s'il n'était pas entouré par des dizaines de policiers armés jusqu'aux dents. On n'a pas pu non plus mener à bien la Guelaguetza, la grande festivité de l'Etat, organisée chaque année pour la plus grande gloire des autorités et au profit de l'hôtellerie et du tourisme. L'APPO a organisé sa Guelaguetza Populaire, gratuite, avec des dizaines de milliers de participants.

**Dans sa session du 3 septembre, l'Assemblée Populaire des Peuples d'Oaxaca, dans le même temps qu'elle appelait à « la construction d'assemblées populaires dans tous les Etats du Mexique et à une assemblée populaire des peuples du Mexique », a décidé de renforcer ses tâches de gouvernement dans tous les domaines de la vie civile:**

*« lancer une annonce de bon gouvernement pour la ville d'Oaxaca, une proclamation pour les 570 communes et un manifeste à la nation, en déclarant le bannissement du gouvernement d'URO et annoncer que le pouvoir va être exercé depuis le centre historique de la ville d'Oaxaca....*

*qui dans ses décisions va se charger de la réactivation de l'économie, de la sécurité des citoyens, de la propreté et de l'embellissement de la ville, d'une décision pour le transport urbain et suburbain, de directives pour attirer le tourisme et pour la coexistence harmonieuse. »*

## **Répression et occupation militaire d'Oaxaca**

L'aube du 21 août verra se développer une nouvelle situation. Un commando de policiers d'Etat et municipaux, du style de ceux des groupes paramilitaires des années 1970, a attaqué Radio APPO installée dans les locaux d'une station privée en état d'occupation, en assassinant un travailleur de l'organisation d'auto-défense. À partir de ce

moment-là, la presse locale publie que « Oaxaca brûle littéralement. Il y a des barricades et du feu dans la plus grande partie de la capitale de l'Etat. Circuler en voiture est pratiquement impossible ». L'Assemblée reconnaît cinq cents barricades actives la nuit. Radio APPO sert à les coordonner. **Les barricades sont devenues permanentes, permettant un contrôle complet de la ville jusqu'à fin octobre.**

C'est au cours de ces mêmes jours d'août que López Obrador annonce qu'il n'acceptera « en aucun cas » la légitimité de Calderón (propos radicaux qui tiendront peu de temps et qu'abandonnera immédiatement une grande partie du PRD) et que les travailleurs de Sicartsa cesseront leur grève avec occupation après des accords très favorables.

Le 23 août, la session Plénière de l'APPO accepte pour la première fois « de négocier » à Mexico, condition que leur impose le Secrétariat d'Etat (Ministère de l'Intérieur) de Fox. La tension avec la direction du syndicat des enseignants est telle qu'est envoyée une « délégation unique » mais composée paritairement de représentants de l'Assemblée Populaire et de ce syndicat. Le mandat est renouvelé maintes et maintes fois dans toutes les séances plénières avec « la condition non négociable de la sortie d'Ulises Ruiz », avec l'exigence de la libération immédiate de tous les prisonniers. Mais, maintes et maintes fois, Enrique Rueda Pacheco et Cie reviennent avec des pré-accords de reddition, qui en effet, bien qu'ils paraissent incluent la réalisation d'une bonne partie des revendications à caractère syndical, ne formulent jamais l'exigence de la chute du gouverneur Ulises Ruiz. Le conflit s'enlise. Oaxaca s'est transformée en une Commune, la bourgeoisie et l'appareil d'Etat ne savent pas comment agir. A cet instant, personne n'ose tenter la « solution » militaire de peur d'une contagion à l'ensemble du Mexique. Une autre Assemblée s'est déjà alignée sur le mouvement Populaire, cette fois dans le Michoacán.

Vendredi 22 septembre, une manifestation de 4.000 travailleurs de l'enseignement est sortie d'Oaxaca, défiant ouvertement la direction fédérale du syndicat, qui à ce moment-là, voulait obliger à la reprise des cours le lundi suivant. 480 Km à pied et 19 jours après, ils arrivent à la capitale du Mexique et ils s'installent de manière permanente à proximité du Sénat, après avoir soulevé d'authentiques vagues de solidarité de classe sur leur passage, dans les villes et les campagnes traversées. Jusqu'à leur retour le 5 novembre, pour renforcer le combat contre les forces policières d'occupation, ils sont l'épine dorsale de nombreuses manifestations dans la capitale.

Le 1<sup>er</sup> octobre, quand on constatera que l'initiative d'Enrique Rueda pour casser la grève a échoué de nouveau, Fox envoie un important corps militaire opérationnel qui encercle la ville. Armée de terre, infanterie de marine, Police Fédérale, des hélicoptères et jusqu'à des avions Hercules. Tout le mois d'octobre a été une séquence d'ultimatum venant tant de l'extérieur du mouvement (du Secrétariat d'Etat) que de l'intérieur (la direction non révoquée de la Section 22 du SNTE) appelant à lever les barricades, à faire taire les radios, à restituer les locaux des pouvoirs publics, à retourner à la « normalité ». De pseudo négociations Gouvernement-APPO se mènent qui ne posent jamais sur la table la destitution du gouverneur et sont complétées par la décision du Sénat de refuser de dissoudre légalement les pouvoirs de l'Etat d'Oaxaca, ce qui dans les faits signifierait la révocation du mandat d'Ulises Ruiz. Pendant ce temps se multipliaient les attaques armées contre les barricades, menées par des groupes de militaires habillés en civil et des milices du gouverneur. Attaques qui essayaient de créer un climat de terreur permanente et entraînaient un flot croissant de morts, de blessés, prisonniers et disparus (le décompte qui a été fait inclut des enfants de 12 et 15 ans). Parmi ces morts, le journaliste américain Bradley Roland Will, d'Indymedia, dont la nationalité a été la cause du décès et qui avec la situation de la ville insurgée ont donné lieu à un scandale international.

Le même 27 octobre, la énième assemblée au niveau de l'Etat de la Section 22 du syndicat des enseignants essaye de résister à l'obligation qu'on lui fait de reprendre les cours, consigne soit disant approuvée par deux référendums organisés au cours d'une même semaine par la direction ouvertement traître, et dont les résultats ne coïncident pas avec les informations qu'échangent entre eux les délégués locaux et régionaux. Après 6 heures et demie d'assemblée, à laquelle déjà n'a pas osé se présenter Enrique Rueda, les enseignants fixent leurs exigences qui sont au minimum : le gouvernement doit donner « *des garanties quant à la sécurité physique, du travail et administrative ; le paiement des salaires perdus ; la liberté pour les prisonniers politiques ; la suspension des ordres d'arrestation et création d'un fidéicomis pour aider les familles des morts durant ce conflit.* » (*El Universal*, Mexico, 27 octobre 2006).

La réponse de Fox le 28 est l'ordre d'occupation de la ville par presque 5.000 membres de la PFP, la police paramilitaire, armés de fusils d'assaut, de chars légers anti-émeutes et renforcés par des hélicoptères qui ont lancé des milliers de bombes lacrymogènes. Toutes les forces vives de l'ordre bourgeois mexicain ont donné leur bénédiction à l'attaque : le PRI, le PAN, le PRD par voie de son secrétaire général Guadalupe Acosta, les organisations patronales, jusqu'à l'Archevêque, primat du Mexique. Mais leur entrée n'a pas été la promenade qu'ils attendaient.

Dès le premier jour il y a eu quatre morts, des dizaines de blessés par balle et gaz, des dizaines de détenus et disparus. Des milliers de personnes ont défendu pendant des heures le « piquet » du Zócalo (le symbole de la Commune d'Oaxaca), des milliers d'hommes et de femmes des localités proches ont renforcé la résistance. **Bien que la direction provisoire de l'APPO ait exigé d'eux « le pacifisme », face aux canons, les enseignants, les travailleurs urbains et de la région, les jeunes, les femmes, les paysans pauvres de l'Etat d'Oaxaca, armés seulement de bois, pierres, cocktails Molotov, lançant des pétards, ont fait face à l'occupation.** Ils sont parvenus à se replier en ordre vers les quartiers, les localités périphériques et la ville

universitaire, où ils se sont maintenus retranchés dans la station émettrice occupée Radio Universidad, donc Radio APPO. Une féroce lutte de sept heures, le 2 novembre, s'est terminée par la défaite de la PFP qui était entrée dans l'enceinte universitaire et a dû se retirer sous le regard stupéfait de tout le pays. Le piquet des enseignants a été maintenu dans Saint-Domingue de Guzmán, dans seulement trois halls du Zócalo, et bien qu'aient dû être abandonnées toutes les occupations de locaux gouvernementaux et les stations de radio-télévision (à l'exception de Radio Universidad), nombreuses sont les zones de la ville et des localités de l'Etat qui sont restées sous le contrôle des barricades de l'Assemblée Populaire.

## **La direction réformatrice de l'Assemblée populaire des peuples d'Oaxaca. Le centrisme.**

Tout au long de ce processus, l'APPO a été dirigée par des fractions qui ont toujours visé à la conduire sur le chemin de la capitulation devant le régime bourgeois. L'exemple le plus flagrant en est le moment où la direction a clamé la nécessité du pacifisme, alors qu'il s'agissait de défendre la ville que le peuple avait administré pendant des mois. De cette manière, la direction a fait le jeu du gouvernement bourgeois de Fox, en désarmant moralement et physiquement les masses devant l'offensive de l'ennemi. De même, la défense de l'Université n'est pas imputable à la direction de l'APPO mais à la conscience et la combativité des bases étudiantes et des travailleurs d'Oaxaca.

Il est un fait que dans la direction de l'Assemblée sont présents des secteurs favorables à la direction du PRD et de López Obrador (AMLO), ou qui appartiennent au réformisme traditionnel dans les rangs des travailleurs. Des dirigeants comme Flavio Sosa de Nueva Izquierda, ou Florentino López du Frente Popular Revolucionario, en sont l'expression. Ces organisations, comme le PCM (ML) stalinien qui a créé le FPR, et d'autres, sont ceux qui introduisent continuellement dans le mouvement de masses une ligne étapiste et d'alliance avec la bourgeoisie « progressiste ». En pratique, c'est une ligne de conciliation et de défaite face à l'Etat de la bourgeoisie. Pour le FPR, la recherche d'un « gouvernement démocratique et populaire » en Oaxaca, produit d'une Assemblée Constituante dans cet Etat, ne signifie pas défendre ce que les travailleurs de la ville et de la campagne ont arraché pour parvenir à faire reconnaître leur pouvoir dans l'Etat, chercher la prise du pouvoir par les prolétaires et les paysans dans l'ensemble du pays, mais représente la prétention de soumettre les masses au pouvoir bourgeois, faire respecter son Etat et ses gouvernements au niveau des Etats et au plan national.

Ces directions ont fait approuver le 21 novembre, une Déclaration de l'APPO qui résume sa ligne avec clarté, où est revendiqué la convocation adressée « **aux chefs d'entreprise, pour propulser le forum « Construire la Démocratie et la Gouvernance en Oaxaca », et les « Dialogues pour la Paix », espaces à travers lesquels nous souhaitons obtenir un consensus et un agenda politique de réforme de l'Etat ».**

La politique de réforme de l'administration de l'Etat au Mexique sous la domination de la bourgeoisie, la politique pour une Assemblée Constituante qui révisé la Constitution mexicaine, sont la politique des porte-drapeaux de l'aile gauche de la bourgeoisie que sont le PRD et López Obrador, défendue par leurs alliés dans le Grand Front Progressiste également bourgeois (PT et Convergences) qui essaient d'attirer les masses vers la Convention Nationale Démocratique (CND) créé par le PRD pour revendiquer le Présidence légitime d'AMLO. Dans la CND sont aussi entrés les différentes organisations réformatrices issues mouvement ouvrier.

Au Mexique il existe en outre d'autres expressions du réformisme. Une de celle-ci est « la Campagne Alternative », propulsée par l'EZLN, mouvement dont la direction paysanne petite bourgeoise est connue. A l'intérieur de « la Campagne Alternative » il existe une alliance de groupes (COPAI) à laquelle participe aussi Uníos, section de la tendance pseudo-trotskiste Movimiento.

L'EZLN a récemment abandonné ses illusions dans le PRD de Cárdenas et dans la possibilité de résoudre les misérables conditions de vie des masses de paysans indigènes par la négociation avec le gouvernement de Fox... pour se mettre à s'opposer à « *tous les politiciens* », en évitant toujours de poser les problèmes en termes de lutte de classes, ce qui signifierait mettre au premier plan la nécessité d'organiser le camp du prolétariat dans la lutte pour renverser le pouvoir bourgeois. Par rapport à Oaxaca, les « zapatistes » se sont limités à solliciter du « peuple » du Mexique, de ceux du monde entier à l'exception de la classe ouvrière, des mobilisations **réelles ou symboliques** (sic) d'un jour (le 1<sup>er</sup> novembre) ou un **arrêt de travail national** également d'une seule journée, presque un mois après le début de l'occupation policière.

**AU PEUPLE DU MEXIQUE :**

**AUX PEUPLES DU MONDE :**

**À TOUS DEUX DU MEXIQUE ET AU NORD DU RIO BRAVO :**

**À TOUTE LA SIXIÈME INTERNATIONALE :**

*[...] L'EZLN a entamé des contacts et des consultations avec d'autres organisations politiques et sociales, ainsi qu'avec des groupes et personnes de la Campagne Alternative, pour engager des journées de solidarité avec Oaxaca et convoquer en commun un **arrêt de travail national le 20 novembre le 2006, à l'échelon du Mexique tout entier.***

*Tertio.- l'EZLN a appelé à « la Campagne Alternative » au Mexique et au nord du Río Bravo, pour l'organisation d'un premier novembre 2006 de mobilisation, partout où c'est possible, en fermant de manière totale, partielle ou intermittente, réellement ou symboliquement, les rues, chemins, routes, postes, gares, aéroports et tout moyen de communication. (Communiqué de du 30 octobre 2006 du Comité Clandestin Révolutionnaire Indigène – Commandement Général de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale. 6ème Commission de l'EZLN)*

Dans cette même Déclaration du 21 novembre, l'APPO affirmait : « **Nous lançons un appel aux forces démocratiques à se débarrasser des attitudes sectaires pour construire l'Unité Nationale à travers l'Assemblée Populaire des Peuples du Mexique** ». Quand, des jours plus tard, l'APPM a été constituée initialement comme un front d'organisations populaires et de partis réformistes, le Secrétaire Général du Syndicat de l'université métropolitaine UAM a appelé « **la Campagne Alternative, l'EZLN, les conventionnalistes** » à rejoindre l'APPM, c'est-à-dire à se joindre au reste du réformisme et à la CND de López Obrador. Ceci signifiait que l'APPM naissait avec l'intention de se transformer en le plus large organisme de conciliation de classes, comme une alliance entre les bureaucraties « indépendantes », les partis réformistes et le nationalisme bourgeois, comme expression de l'**Unité Nationale** pour une **nouvelle Constitution** bourgeoise.

Dans ce cadre, il y a des organisations pseudo-trotskyistes qui ont apporté leur soutien à l'aile gauche de la bourgeoisie, ainsi que des bureaucraties qui contrôlent les grands syndicats de masses et agissent de manière consciente et organisée pour éviter l'entrée en scène de la classe ouvrière de l'ensemble du pays. Ils éludent la responsabilité des directions syndicales par leur refus de convoquer la grève générale et subordonnent l'action de la classe ouvrière au candidat du PRD (parti qui a soutenu l'entrée des troupes), en le traitant comme à un dirigeant de la classe, comme un substitut de la direction ouvrière :

La TMM grantiste et le courant lambertiste, qui font directement partie du PRD bourgeois, exprimaient ainsi leur position :

*« Quelle politique doivent défendre tous les travailleurs du pays et l'APPO ? [...] appeler et faire pression pour que López Obrador convoque dans l'immédiat une mobilisation nationale contre la répression en Oaxaca pour la chute d'Ulises Ruíz. López Obrador doit aussi convoquer la grève nationale. » (Manifeste aux Ouvriers, aux Paysans et Soldats Révolutionnaires de tout le Mexique, Tendence Marxiste Militante, Mexico, 24 octobre 2006)*

*« Nous --délégués internationaux qui participons à la Convention Nationale Démocratique le 16 septembre dans le Zócalo de la ville du Mexique, en répondant à l'invitation internationale d'Andres Manuel López Obrador-- nous avons été des témoins d'un événement au cours duquel plus d'un million de délégués, avec Andres Manuel López Obrador, ont proclamé ensemble dans une seule voix : [...] Il y a un seul président du Mexique : Andres Manuel López Obrador ! » (APPEL à la Solidarité Internationale avec le Peuple mexicain, Entente International des travailleurs et du Peuple)*

Et la LIT moréniste :

*« Mais la lutte contre le régime ne peut pas seulement rester au niveau des déclarations et des dénonciations. López Obrador a une immense influence politique et c'est pourquoi, il a la possibilité et l'obligation d'appeler à une action massive contre les crimes d'Oaxaca. Les millions qui l'ont élu et les centaines de milliers qui se sont mobilisés contre la fraude doivent exiger de lui qu'il le fasse. » (Secrétariat International de la Ligue Internationale des Travailleurs – 4ème Internationale, San Pablo, 30 octobre 2006)*

La Ligue des Travailleurs pour le Socialisme (LTS - FTCI) pour sa part, s'est adaptée à « La Campagne Alternative » et en a fait l'éloge. Elle a aussi proposé un arrêt de travail national d'un seul jour pour faire pression sur le gouvernement. Elle s'est prononcée pour « un gouvernement provisoire de l'APPO » qui engagerait une réforme agraire, imposerait des impôts aux capitalistes, établirait le contrôle ouvrier et convoquerait « une Assemblée Constituante Révolutionnaire ». Cette politique signifie combattre pour un gouvernement qui n'est pas le produit du renversement révolutionnaire du pouvoir bourgeois, qui n'est pas l'expropriation de la classe dominante mais finalement une Assemblée Constituante qui laisserait ce gouvernement courir sa chance. Évidemment ceci n'est pas une politique révolutionnaire.

## La question du pouvoir se pose dans tout le Mexique

Le Mexique est en situation pré-révolutionnaire. Et Oaxaca n'est pas un îlot social et politique au sein du Mexique. Son Assemblée Populaire a mis à l'ordre du jour, devant l'ensemble des travailleurs du pays, la question du pouvoir et de qui doit exercer celui-ci. Et chacun de ses actes l'a démontré : ni ce président de ce parti bourgeois ou d'un autre ne peut y prétendre. Ce sont les masses qui seules peuvent résoudre leurs propres problèmes, avec leurs propres organisations de délégués choisis et révocables, en détruisant les instruments du vieil Etat bourgeois, en créant leur propre Etat. C'est en cela que consiste l'APPO : l'embryon du possible Etat ouvrier. Mais l'APPO, comme nous l'avons maintes fois expliqué, a manifesté de grandes faiblesses tant politiques qu'organisationnelles. Comme l'a montré son congrès de novembre, seulement une partie des délégués était réellement élue par la base dans les usines, les comités dans les quartiers, les peuples etc., et était par conséquent révocable. Une partie non négligeable était envoyée par des organisations différentes qui représentaient un seul front de forces politiques hétérogènes.

Évidemment, ils portaient l'idéologie de ces organisations aux assemblées mais non nécessairement le sentiment et les consignes des masses en lutte.

La même manière qui pour doter aux masses des perspectives révolutionnaires claires est indispensable un parti révolutionnaire, le développement complet d'un organisme de pouvoir de masses implique l'organisation politique de l'avant-garde des travailleurs qui combat pour cela, un parti de type bolchevique, seule manière d'assurer qu'un tel organisme se transforme finalement en une forme étatique soviétique.

Pour cette raison, chaque militant ouvrier, chaque révolutionnaire du Mexique et de tout pays, est obligé d'étudier et d'analyser son développement, ses mesures d'organisation, les faiblesses, les dangers, les ennemis internes, les contradictions qui parcourent les accords de chacune des sessions, par rapport aux intérêts de chacune des classes en présence. Pour la même raison, **il est de la responsabilité totale et urgente de toutes les organisations se réclamant de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre mexicaines de mobiliser les masses de l'ensemble du Mexique pour la défense d'Oaxaca, de convoquer la Grève Générale illimitée pour le retrait de la PFP, la chute d'Ulises Ruiz et tout le pouvoir à l'APPO en Oaxaca. Et de le faire au moyen des méthodes propres d'organisation les plus évoluées du prolétariat : grâce à une Assemblée de délégués éligibles et révocables, qui soient la base d'une Assemblée Populaire des Peuples du Mexique, sans organisations bourgeoises ni domination des hautes sphères bureaucratiques.**

Seulement ainsi, les forces qui dans l'APPO, dans toutes les organisations de la classe ouvrière et chez les masses cherchent sans cesse à collaborer avec la bourgeoisie et mettre un terme au soulèvement pourront être battues. Et sur ce chemin on pourra obtenir la convergence des forces de l'ensemble des secteurs disposés à lutter pour mettre un terme au système économique, social et politique capitaliste qui ruine le peuple du Mexique, poussé à la misère croissante dans son propre pays ou à l'émigration illégale aux Etats-Unis.

#### POUR UN GOUVERNEMENT OUVRIER ET PAYSAN

La consigne du gouvernement ouvrier et paysan s'appuie sur l'apparition de l'Assemblée Populaire d'Oaxaca et trace une voie politique face au pouvoir des classes dominantes mexicaines et la domination des impérialismes, principalement les Etats-Unis, et dans une moindre mesure, l'Espagne. Le gouvernement ouvrier et paysan est un pont vers la dictature du prolétariat et du reste des travailleurs des villes et des campagnes, vers le gouvernement des soviets, seul responsable devant les nouveaux organes de pouvoir et qui ne sera pas attaché aux besoins de la bourgeoisie. Mais il manque une importante condition préalable : l'existence suffisante de tels organes de pouvoir. La condition préalable est la création de soviets de délégués choisis et révocables à tout moment, une tâche primordiale dans cette situation pré-révolutionnaire, qui doit avoir une place majeure dans l'agitation et la propagande des révolutionnaires.

### La nécessité impérieuse du parti ouvrier révolutionnaire

Il n'existe pas encore au Mexique de parti ouvrier révolutionnaire. S'il existait, il aurait adopté la stratégie de la révolution permanente, il aurait combattu et combattrait pour rassembler tout le mouvement ouvrier, toutes les organisations des opprimés autour de l'objectif visant à organiser la solidarité et la défense du soulèvement d'Oaxaca, en proposant la création d'organismes de front unique qui pourraient se transformer en de nouvelles Assemblées Populaires dans tout le pays. S'il existait un tel parti, il combattrait avec acharnement contre la subordination des travailleurs et de leurs organisations à l'Etat et aux partis de la bourgeoisie, que ce soient le PRI, le PRD ou d'autres ; il combattrait pour que le syndicalisme ouvrier rompe définitivement avec l'emprise du PRI, mais aussi avec les nouvelles versions de dirigeants « démocratiques » comme ceux dans la section 22 du SNTE, qui sont terrorisés face à la révolution et courent demander pardon à l'ennemi, en trahissant leur classe. En définitive, il mettrait toutes ses forces, sa connaissance de l'expérience du prolétariat mondial, au service de l'organisation des masses du Mexique, pour transformer tout ce pays en une Oaxaca, pour créer l'auto-défense de masses et l'élever au niveau d'organisation de milices ouvrières et populaires, pour implanter un gouvernement des travailleurs et des paysans, pour jeter l'Etat bourgeois aux poubelles de l'histoire et détruire le système capitaliste, ouvrir la voie à la révolution dans tous les pays du continent américain, pour une Fédération des Républiques Socialistes de l'Amérique latine et les Etats-Unis Socialistes de l'Amérique.

Il n'existe pas de tel parti au Mexique, en Amérique ni dans le reste du monde, mais il y a bien des exemples et les programmes pour le construire : ceux de la Ligue des Communistes, le Parti bolchevique, l'Internationale Communiste, la 4<sup>ème</sup> Internationale... Et avec cela, les ressources humaines nécessaires. A Oaxaca, ce sont les hommes et les femmes qui ont construit l'APPO, qui se sont défendues héroïquement contre toutes les tentatives de trahison. Dans le reste du pays, ce sont les travailleurs, les jeunes, les travailleurs urbains et les paysans pauvres qui veillent et apprennent d'Oaxaca, qui attendent leur tour, qui cherchent à s'organiser pour lutter. C'est pourquoi, la tâche la plus urgente au Mexique est de regrouper toute l'avant-garde pour construire un parti révolutionnaire, oeuvrant à un travail révolutionnaire international, capable de conduire les masses à la prise du pouvoir.

### Front unique ouvrier pour la défense de la Commune d'Oaxaca !

**Retrait de l'armée et de la police fédérale de l'Etat d'Oaxaca !**

**Liberté immédiate pour tous les prisonniers politiques ! Réapparition de tous les disparus !**

**Jugement et condamnation maximale pour les responsables du meurtre de 20 combattants populaires !**

**Ni Ulises Ruiz ni solution de rechange, tout le pouvoir à l'Assemblée populaire de peuples d'Oaxaca !**

**Solidarité de la classe ouvrière internationale et défense de l'APPO !**

**La terre à ceux qui la travaillent ! Bas les pattes devant les terres des Communautés indigènes ! Nationalisation sans indemnisation de toutes les grandes propriétés et leur attribution aux paysans !**

**Pleins droits démocratiques pour tous les peuples indigènes !**

**Rejet et ignorance de la dette extérieure !**

**Contre les nouveaux plans de privatisations de l'électricité, de la Sécurité sociale...**

**Nationalisation sans indemnisation de l'industrie minière, des banques, de la grande industrie, du grand capital des services touristiques, des grands moyens de communication...**

**Pour le contrôle ouvrier et populaire sur la production et la distribution !**

**Pour la dissolution et le désarmement de tous les corps répressifs. Désarmement des hommes de main d'Ulises Ruiz et de la bourgeoisie. Pour la création de Milices armées pour l'auto-défense des travailleurs.**

**Pour l'extension et la centralisation des assemblées de délégués choisis et révocables à tous les niveaux et dans tous les états du Mexique. Pour la construction de conseils ouvriers qui renouent avec l'expérience de la Russie soviétique !**

**Gouvernement ouvrier et paysan au Mexique !**

**Pour la Fédération des Etats-Unis Socialistes d'Amérique !**